POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE ET CONTRE LES RÉFORMES BLANQUER : IL Y A URGENCE !

Alors même que le gouvernement se targue d'avoir lancé un « grand débat national » démocratique, il présente son projet de loi « pour une école de la confiance » en faisant le choix de la procédure accélérée, procédure qui écourte volontairement le dialogue démocratique entre les deux assemblées. Il semble donc que l'éducation ne mérite ni le recueil de la parole des citoyen.ne.s, ni de véritables débats ! Le projet de loi fait par ailleurs l'objet d'une stratégie d'éparpillement: des mesures capitales et des mesures secondaires se succèdent sans cohérence, des amendements sont déposés à l'Assemblée sur des sujets majeurs, court-circuitant ainsi les corps intermédiaires et évitant les études d'impact.

Le gouvernement entend imposer à marche forcée ses réformes de l'éducation de la maternelle à l'accès au supérieur, malgré la très forte opposition de la communauté éducative. Cette réforme ainsi que celles de Parcoursup puis du lycée, imposées par décrets, sont en complète cohérence avec le projet de casse de la fonction publique, elles vont déstructurer en profondeur tout le système éducatif, accroître les inégalités, détériorer les conditions de travail, mettre en difficulté les collectivités. Depuis deux mois, l'ensemble de la communauté éducative est mobilisée et les quinze jours de vacances scolaires n'ont pas entamé sa détermination !Il reste peu de temps avant l'adoption finale de la loi, nous devons continuer à intensifier nos actions (réunions d'information, affichages, occupations d'écoles, manifestation, pétition, etc.) pour faire entendre nos inquiétudes et notre colère.

Texte rédigé par l'intersyndicale des enseignants et parents du 18e pour la tribune des élus communistes et Front de gauche (Ian Brossat, Danièle Prémel, Gérald Briant, Nadine Mézence, Catherine Belem, Hugo Touzet)